



## Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence BRAU, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

**Aménagement durable - Commune de Montpellier - SCPI PF LE GRAND PARIS  
- Immeuble le Parthéna I et II sis 145 et 205 rue de l'Acropole - Convention de  
tiers payeur entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole  
- Acquisition des lots de copropriété - Approbation**

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole, depuis sa création par décret du 23 décembre 2014, est titulaire du droit de préemption urbain qu'elle a délégué à la Ville de Montpellier par décision du 4 janvier 2016.

Dans ce cadre, deux déclarations d'intention d'aliéner ont été notifiées à la Ville le 5 août 2020 concernant la vente de différents lots de copropriété composés de locaux professionnels et de parkings, propriétés de la SCPI PF GRAND PARIS, situés 145 et 205 rue de l'Acropole, cadastrés section HI 398 et 401, aux prix respectifs de 830 655,44 € et de 829 344,56 € auxquels s'ajoutent les charges augmentatives de 5 068,58 € pour chaque vente en cas de non application de l'article 257 bis du Code général des impôts.

Ces locaux professionnels, en pied d'immeuble et accessibles, situés à proximité immédiate de l'Hôtel de Métropole sont un véritable atout pour permettre une implantation des services publics et constituent une offre complémentaire et nécessaire de locaux. Leur situation géographique, entre l'Hôtel de Ville et le siège la Métropole est idéale pour envisager le redéploiement de certains services métropolitains à proximité de la place Zeus, dès que ces locaux seront libérés. La Métropole a donc souhaité se porter acquéreur de l'ensemble des lots de copropriété.

La Ville a exercé le droit de préemption par décisions du 27 octobre 2020 aux prix proposés par le vendeur, la SCPI PF LE GRAND PARIS dans les déclarations d'intention d'aliéner, conformément aux évaluations des Domaines.

Sur le fondement des dispositions des articles L. 213-14 et R. 213-12 du Code de l'urbanisme, l'acte authentique d'acquisition devra intervenir dans les trois mois suivant la décision de préemption, soit avant le 27 janvier 2021 et le prix payé dans les quatre mois suivant cette décision soit avant le 27 février 2021.

Afin de régler les conditions du financement de l'acquisition par la Métropole en qualité d'acquéreur de "*deuxième main*", une convention est nécessaire entre la Ville et Montpellier Méditerranée Métropole.

La rédaction de l'acte d'acquisition par la Ville sera confiée à Maître Olaf DECHIN, notaire à PARIS, qui a déposé les déclarations d'intention d'aliéner pour la SCPI PF Grand Paris, en participation avec Maître André BONNARY, notaire à Montpellier.

L'ensemble des frais relatifs à cette affaire seront pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est donc proposé une convention entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole prévoyant l'acquisition des lots de copropriété n°256-257-258-259-260-261-262-263-266-267-268 et n°965-966-968-956-957-958-962, composés de locaux professionnels et de parkings, propriétés de la SCPI PF GRAND PARIS, pour un montant de 830 655,44 € auxquels il faut ajouter la charge augmentative de 5 068,58 € en cas de non application de l'article 257 bis du Code général des impôts et de 829 344,56 € auxquels il faut ajouter la charge augmentative de 5 068,58 € en cas de non application de l'article 257 bis du Code général des impôts, acquisition que la Métropole financera intégralement, y compris les frais annexes à l'acte, en qualité de tiers-payeur à l'acte de vente entre la SCPI PF GRAND PARIS et la Ville.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver les termes de la convention de tiers-payeurs entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'approuver la cession à l'euro symbolique de ce bien au profit de la Métropole, opérant compensation entre le prix payé par la Métropole en qualité de tiers-payeur à l'acquisition par la Ville et le prix de vente à la Métropole par la Ville suivant acte à régulariser par devant Maître André Bonnary, notaire à Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-150253-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- convention\_Ville\_3M PF GRAND PARIS.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.